

MARCHE DE SERVICES

Cahier des Clauses Administratives Particulières

N° 2025EXP016

Commun à tous les lots

Acheteur

SOCIETE ANONYME AEROPORT DE LA REUNION ROLAND GARROS
Adresse : 74 Avenue Roland Garros 97438 SAINTE MARIE
Téléphone : +262 262 48 18 25

Représentant de l'acheteur
Monsieur le Président du Directoire

Objet du marché

Prestations d'accueil des personnes et assistance des personnes handicapées et des personnes à mobilité réduite à l'Aéroport de la Réunion Roland Garros

Sommaire

1. Objet du marché - Dispositions générales	4
1.1 Objet du marché	4
1.2 Objet du marché	4
1.3 Décomposition en lots	4
1.4 Délais d'exécution	4
1.5 Prolongation des délais d'exécution.....	4
1.6 Obligation de confidentialité et protection des données à caractère personnel	4
1.7 Mesures de sécurité	4
2. Pièces constitutives du marché	6
3. Forme des notifications et informations au titulaire	7
4. Prix - Variation du prix.....	7
4.1 Contenu du prix	7
4.2 Mode d'établissement du prix du marché.....	7
4.3 Variation du prix.....	7
4.4 Modalités d'ajustement des prix.....	8
5. Retenue de garantie	8
6. Avance	8
6.1 Modalités de règlement de l'avance.....	9
6.2 Modalités de résorption de l'avance.....	9
7. Règlement des comptes au titulaire	9
7.1 Modalités de règlement du prix.....	9
7.2 Délais de paiement.....	12
7.3 Intérêts moratoires.....	12
7.4 Règlement en cas de groupements économiques	12
8. Modalités d'exécution du marché	13
8.1 Conditions d'exécution des prestations.....	13
8.2 Documents fournis après exécution.....	13
8.3 Modalités d'intervention dans les locaux de l'acheteur.....	13
8.4 Modification du marché.....	14
8.5 Prestations supplémentaires ou modificatives	14
9. Personnels	15
10. Constatation de l'exécution des prestations	15
10.1 Vérification Qualitative.....	15
10.2 Vérifications quantitatives.....	16

10.3.....	16
10.4 Admission, ajournement, réfaction et rejet.....	16
11. Continuité de service	16
11.1 Cas de grève.....	16
11.2 Alerte cyclonique	16
12. Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles	17
13. Propriété intellectuelle / Utilisation des résultats	17
13.1 Régime des connaissances antérieures et connaissances antérieures standards	17
13.2 Régime des résultats.....	17
14. Pénalités et primes	17
14.1 Pénalités de retard dans l'exécution des prestations	17
14.2 Pénalités pour retard dans la remise des documents	17
14.3 Pénalités pour indisponibilité	18
14.4 Autres pénalités.....	18
15. Garanties	18
16. Assurances	18
16.1 Responsabilités	18
16.2 Assurances	19
17. Différends – Règlement amiable RFAR.....	19
18. Dispositions en cas d'intervenants étrangers	20
19. Résiliation du marché	20
19.1 Résiliation pour faute.....	20
19.2 Résiliation pour motif d'intérêt général.....	20
20. Procédures de recours.....	20
21. Dérogations aux documents généraux.....	21

1. Objet du marché - Dispositions générales

1.1 Objet du marché

Le marché porte sur : Prestations d'accueil des personnes et assistance des personnes handicapées et des personnes à mobilité réduite (PHMR) à l'Aéroport de la Réunion Roland Garros.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont définies dans leur CCTP respectif.

1.2 Objet du marché

Ce marché est lancé suivant la procédure avec négociation en application des articles R. 2124-1, R. 2124-4, R. 2161-21 à R. 2161-23 du Code de la commande publique.

1.3 Décomposition en lots

Les prestations sont réparties en 2 lots traités par marchés séparés désignés ci-après :

- Lot n° 01 – Prestation d'accueil des clients
- Lot n° 02 – Assistance des personnes handicapées

1.4 Délais d'exécution

Le délai d'exécution du marché est défini à l'article Délais d'exécution de l'acte d'engagement. Conformément à l'article 13.1.1 du CCAG FCS, le délai d'exécution du marché part de la date de sa notification.

1.5 Prolongation des délais d'exécution

Les stipulations de l'article 13.3 du CCAG FCS sont seules applicables.

En cas de demande de prolongation de délai dans les conditions définies à l'article 13.3.3 du CCAG FCS, en complément de ces dispositions, il est précisé que le silence de l'acheteur sur la demande de prolongation dans le délai prévu à cet article vaut rejet de la demande.

1.6 Obligation de confidentialité et protection des données à caractère personnel

Le titulaire ainsi que l'acheteur sont tenus à une obligation générale de confidentialité et au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel dans les conditions définies à l'article 5 du CCAG.

Ces obligations s'appliquent aux sous-traitants. Le titulaire s'engage à les leur communiquer. En cas de manquement, par le titulaire ou son sous-traitant, à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, le marché pourra être résilié pour faute.

1.7 Mesures de sécurité

Le titulaire est tenu d'observer les dispositions particulières relatives à la sécurité sur les sites d'intervention qui lui sont communiquées par l'acheteur dans les conditions définies à l'article 5.3 du CCAG. Les dispositions particulières de sécurité sur les sites d'intervention seront

communiquées de la manière suivante :

Se conférer aux prescriptions figurant au CCTP en matière de sureté pour les lots concernés.
Ces obligations s'appliquent aux sous-traitants. Le titulaire s'engage à les leur communiquer.

2. Pièces constitutives du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces contractuelles prévalent dans l'ordre ci-après :

- L'acte d'engagement et ses éventuelles annexes financières, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seule foi.
- Le clausier RGPD (Lot 1 & lot 2)
- L'engagement de confidentialité (Lot 1 & lot 2)
- Clausier RGPD pour le logiciel (Lot 2)
- Le clausier SSI pour le logiciel (Lot 2)
- Le plan Assurance sécurité pour le logiciel (Lot 2)
- Les exigences cyber et RGPD pour le logiciel (Lot 2)
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seule foi.
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seule foi.

L'acte d'engagement, le CCAP et le CCTP prévalent sur leurs annexes en cas de contradiction avec celles-ci et chaque annexe prévaut sur les autres en fonction de leur rang dans la liste des annexes propres à chaque document.

Le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (publié au JORF n°0078 du 1 avril 2021).

- L'offre technique du titulaire, sous forme de cadre de réponse

Lot 01 : Prestation d'accueil des clients

- Le bordereau des prix unitaires.
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)

Lot 02 : Assistance des personnes handicapées

- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)
- Détail Quantitatif Estimatif (DQE)
- Bordereau des Prix Unitaires (BPU)
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.
- Les annexes au CCTP
- L'attestation de visite
- Le code du travail
- L'ensemble des normes se rapportant aux prestations faisant l'objet du marché
- Toute disposition imposée par un texte légal.

Le titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance des

textes intéressant son activité pour l'exécution du présent marché.

3. Forme des notifications et informations au titulaire

En vertu de l'article 3.1 du CCAG, la notification des décisions, observations, ou informations qui font courir un délai est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Cette notification peut être faite par le biais du profil acheteur ou à l'adresse postale ou électronique des parties.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

4. Prix - Variation du prix

4.1 Contenu du prix

Les prix figurant à l'acte d'engagement et aux BPU, et DPGF sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant les prestations ainsi que tous les frais qui s'y rapportent.

4.2 Mode d'établissement du prix du marché

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques définies à l'article Variation du prix ci-dessous.

Les prix initiaux inscrits dans l'acte d'engagement et dans les DPGF et BPU sont fermes la première année du marché.

Ils pourront être révisés à la demande du titulaire 3 mois avant le 31 décembre de l'année en cours. Les nouveaux prix révisés entreront en vigueur au 01 janvier de l'année suivante.

4.3 Variation du prix

Les prix des marchés sont révisables.

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date de remise de l'offre par le titulaire.

Ce mois est appelé « mois zéro ».

La formule applicable pour la révision des prix du marché sera la suivante :

$$Pr = Pi [0.15 + (0.85 \times (X1/X0))]$$

Pr = Prix révisé

Pi = Prix initial

X0 = Indice du coût du travail – Coût horaire - Services administratifs, soutien (NAF rév. 2 sections N) - Base 100 en 2020 Identifiant INSEE 010762014– valeur au trimestre de remise de l'offre

X1 = Indice du coût du travail – Coût horaire - Services administratifs, soutien (NAF rév. 2 sections N) - Base 100 en 2020 Identifiant INSEE 010762014 – valeur au trimestre de la révision.

La révision du prix est présentée par le titulaire, au pouvoir adjudicateur, trois mois avant la fin de l'année civile en cours, accompagnée de justificatifs étayant le calcul du prix révisé.

Elle doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception au pouvoir adjudicateur trois mois avant la fin de l'année civile en cours.

Le pouvoir adjudicateur, dispose de trois semaines pour contrôler le nouveau prix et faire part de ses remarques au titulaire. Passé ce délai, le pouvoir adjudicateur est réputé avoir accepté les nouveaux prix.

En cas de changement d'un indice décidé par l'INSEE et dûment établi, les parties conviennent de substituer à l'indice d'origine un indice équivalent. L'indice se substitue par simple échange de courriel. Si l'indice du mois de révision n'est pas connu, la révision « provisoire » des prix s'effectue sur la base du dernier indice connu. Dès la publication de l'indice du mois de révision par l'INSEE, la révision définitive des prix est effectuée. Elle prend alors effet rétroactivement, afin de corriger, à la hausse ou à la baisse, la révision « provisoire » des prix.

4.4 Modalités d'ajustement des prix

Les prix sont ajustés par référence au(x) prix ou indice(s) ci-après publié(s) au bulletin mensuel de statistiques :

- Code : 010599848 – Désignation : Désignation : Indice du coût du travail - Salaires et charges - Services administratifs, soutien (NAF rév. 2 sections N) - Base 100 en 2016.

L'ajustement est applicable à l'ensemble des prix.

Les modalités et les conditions dans lesquelles s'effectue l'ajustement sont les suivantes : Les modalités et les conditions dans lesquelles s'effectue l'ajustement sont les suivantes : Si une période de 3 mois s'écoule entre la notification du marché et le début des prestations, l'ajustement du prix se fera en tenant compte du dernier indice connu.

Clause de butoir

L'évolution du prix de règlement résultant de l'application de la référence d'ajustement (rabais ou remise déduit) ne peut en aucun cas conduire à une augmentation supérieure à 3 % l'an.

Clause de sauvegarde

L'acheteur se réserve le droit de résilier, sans indemnité, la partie non livrée des fournitures à la date de publication des prix ou indices au bulletin mensuel de statistiques lorsque ce changement conduit à une augmentation de plus de 4 % l'an.

5. Retenue de garantie

Aucune retenue de garantie ne sera effectuée.

6. Avance

Sous réserve des conditions prévues aux articles R. 2191-3 et suivants du Code de la commande publique, une avance est versée aux titulaires des lots de montants supérieurs au seuil fixé par le code précité, sauf indication contraire portée dans l'acte d'engagement.

Conformément à l'article 11.1 du CCAG, l'option retenue pour les avances est l'option B.

Le taux de l'avance est fixé à 5 %.

L'avance sera calculée, en fonction de la durée du marché, dans les conditions définies à

l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.

6.1 Modalités de règlement de l'avance

Le versement de l'avance s'effectuera en une seule fois.

6.2 Modalités de résorption de l'avance

Le remboursement de l'avance, qui devra en tout état de cause être achevée lorsque le montant des prestations réalisées atteindra 80 % du montant du marché, s'effectuera selon les modalités suivantes :

L'avance sera résorbée au prorata du montant des prestations réalisées dès que ce montant atteindra 65 % du montant TTC du marché selon la formule suivante :

Montant de la résorption = Montant de l'avance x (% avancement des Prestations- 65)/15 - avance déjà remboursée.

Le remboursement de l'avance doit être terminé quand le montant des prestations exécutées atteint 80% du montant TTC des prestations du marché.

Le remboursement de l'avance s'effectuera, sur chaque demande d'acompte, par prélèvement sur les sommes dues à chaque tiers (titulaire, cotraitants ou sous-traitant).

7. Règlement des comptes au titulaire

7.1 Modalités de règlement du prix

Le titulaire transmet ses demandes de paiement par tout moyen permettant de donner date certaine.

Selon les dispositions de l'article 11 du CCAG FCS, les précisions suivantes sont apportées :

Le règlement du prix s'effectue par acompte mensuel sur la base de constats contradictoires de la réalisation des prestations le mois précédent par le titulaire

7.1.1 Demandes de paiement

- Demande de paiement d'acompte

Lorsque le titulaire a droit au paiement d'acomptes conformément aux dispositions ci-dessus, la demande de paiement d'acompte est établie, conformément à l'article 11.2 du CCAG FCS, par le titulaire.

Elle indique les prestations effectuées donnant droit à paiement pour la période considérée.

En complément des dispositions de l'article 11.3 du CCAG FCS, la demande de paiement est datée et comporte, selon le cas :

- le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du contrat, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections fixées, ou le montant des prestations correspondant à la période en cause ;
- la décomposition des prix forfaitaires et le détail des prix unitaires ;
- le détail des calculs, avec justifications à l'appui, de l'application des coefficients d'actualisation ou de révision des prix ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque membre du groupement le montant des prestations effectuées par celui-ci ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors TVA, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant les variations de prix établies hors TVA et TTC ;

- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues ;
- la retenue de garantie, établie conformément aux stipulations du contrat ;
- les pénalités éventuelles pour retard ;
- les avances à rembourser ;
- le montant de la TVA ;
- le montant TTC

L'acheteur se réserve le droit de compléter ou de rectifier les demandes de paiement d'acompte qui comporteraient des erreurs ou seraient incomplètes. Dans ce cas, il doit notifier au titulaire la demande de paiement rectifiée.

- Demande de règlement partiel définitif

Lorsque le titulaire a droit à un règlement partiel définitif conformément aux dispositions ci-dessus, les demandes de paiement des règlements partiels définitifs sont établies, conformément aux articles 11.3 et 11.7 du CCAG FCS ainsi qu'aux dispositions ci-dessous, par le titulaire, dans un délai de 30 jours à compter de chaque décision distincte d'admission des prestations.

En complément des dispositions de l'article 11.3 du CCAG FCS, la demande de paiement est datée et comporte, selon le cas :

- le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du contrat, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections fixés, ou le montant des prestations correspondant à la période en cause ;
- la décomposition des prix forfaitaires et le détail des prix unitaires ;
- le détail des calculs, avec justifications à l'appui, de l'application des coefficients d'actualisation ou de révision des prix ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque membre du groupement, le montant des prestations effectuées par celui-ci ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors TVA, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant les variations de prix établies hors TVA et TTC ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues ;
- la retenue de garantie, établie conformément aux stipulations du contrat ;
- les pénalités éventuelles pour retard ;
- les avances à rembourser ;
- le montant de la TVA ;
- le montant TTC

Le titulaire transmet le décompte correspondant au règlement partiel définitif qui comporte en outre les parties suivantes :

- une récapitulation des acomptes perçus pour l'ensemble des prestations du contrat objet du projet de décompte,
- le cas échéant, une demande de paiement correspondant :
- aux sommes dues le dernier mois d'exécution, si le titulaire n'a pas produit une demande d'acompte pour ces prestations ;
- au solde du règlement partiel définitif.

L'acheteur se réserve le droit de compléter ou de rectifier la demande de paiement et le décompte partiel définitif qui comporteraient des erreurs ou seraient incomplets. Dans ce cas, il doit notifier au titulaire la demande de paiement rectifiée.

- Solde du contrat

La demande de paiement du solde est établie, conformément aux dispositions ci-dessous et à l'article 11.7 du CCAG FCS, par le titulaire dans un délai de 30 jours à compter de la décision d'admission des prestations ou de la dernière décision d'admission distincte en cas de règlement partiel définitif.

Le titulaire transmet le décompte pour solde qui comporte en outre les parties suivantes :

- Une récapitulation des acomptes et/ou règlements partiels définitifs perçus pour l'ensemble des prestations du contrat objet du projet de décompte
- Le cas échéant, une demande de paiement correspondant :
- Aux sommes dues le dernier mois d'exécution, si le titulaire n'a pas produit une demande d'acompte pour ces prestations ;
- Au solde du contrat.

- Facturation mensuelle

Chaque mois, avant la transmission des factures à la comptabilité :

Dans le cas des prestations supplémentaires (hors forfait mensuel)

Les prix seront issus issues du Bordereau de Prix Unitaire (B.P.U).

1. Le titulaire devra soumettre obligatoirement à la direction exploitation le récapitulatif des prestations supplémentaires effectuées.
2. A réception de ce document la direction d'exploitation leur communiquera un bon de commande.

Le numéro du bon commande devra être obligatoirement indiqué sur la facture du Titulaire.

Dans le cas des prestations issues du Bordereau de prix Unitaire (B.P.U)

Les prix seront issus issues du Bordereau de Prix Unitaire (B.P.U).

3. Le titulaire devra soumettre obligatoirement à la direction exploitation le récapitulatif des prestations effectuées.
4. A réception de ce document la direction d'exploitation leur communiquera un bon de commande.

Le numéro du bon commande devra être obligatoirement indiqué sur la facture du Titulaire.

Dans le cas des prestations forfaitaires

Les prix sont issus du Décomposition des Prix Globale et Forfaitaire (DPGF).

Pour l'ensemble des prestations issues du Décomposition des Prix Globale et Forfaitaire (DPGF), un bon de commande annuel sera communiqué au Titulaire chaque année.

Chaque facture devra mentionner obligatoirement le numéro bon de commande correspondant, et elle devra être accompagnées de l'ensemble des justificatifs de la réalisation de la prestation.

Aucune facture ne sera comptabilisée si absence du récapitulatif des prestations réalisées

mensuellement, et si absence du visa de la direction exploitation.

L'acheteur se réserve le droit de compléter ou de rectifier les demandes de paiement qui comporteraient des erreurs ou seraient incomplètes. Dans ce cas, il doit notifier au titulaire la demande de paiement rectifiée.

7.1.2 Transmission des demandes de paiement

Les demandes de paiement devront être adressées en deux exemplaires à l'adresse suivante :
S.A Aéroport de la Réunion Roland Garros
Service comptabilité
74 avenue Roland Garros
Tel : 02 62 48 16 00
Mail : contact@reunion.aeroport.fr

7.2 Délais de paiement

Les délais dont dispose l'acheteur ou son représentant pour procéder au paiement des règlements partiels définitifs et du solde sont fixés à 30 jours.

7.3 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement des avances, des acomptes, des règlements partiels définitifs ou du solde dans le délai fixé par le marché donne droit à des intérêts moratoires, calculés à compter du lendemain de l'expiration dudit délai (ou de l'échéance prévue par le marché) jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse (article R. 2192-32 du Code de la commande publique).

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

7.4 Règlement en cas de groupements économiques

En cas de groupement, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement.

En cas de groupement solidaire, il sera procédé à un règlement séparé de chacun des membres, si la répartition des paiements est identifiée à l'acte d'engagement.

Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet à l'acheteur, la répartition des paiements pour chacun des membres du groupement.

L'acceptation d'un règlement à chacun des membres du groupement solidaire ne saurait remettre en cause la solidarité des membres.

8. Modalités d'exécution du marché

8.1 Conditions d'exécution des prestations

La prestation devra être exécutée dans les délais prévus à l'article Durée du marché et/ou délais d'exécution de l'acte d'engagement.

Les prestations seront réalisées dans les conditions définies par le CCTP.

Les prestations seront réalisées à l'adresse suivante : Aéroport Réunion Roland Garros

8.2 Documents fournis après exécution

Le titulaire s'engage à fournir suite à l'exécution des prestations toute la documentation, rédigée en langue française, nécessaire à une utilisation et un fonctionnement correct du matériel livré et à son entretien courant telle que définie au CCTP.

8.3 Modalités d'intervention dans les locaux de l'acheteur

L'exécution du présent marché est soumise aux dispositions des articles R.4511-1, 2, 3 et 4 et R. 4515-1 à R. 4514-8, R. 4514-9 et R. 4514-10 du Code du travail.

L'acheteur assure la coordination générale des mesures de prévention définies ci-après. Cependant chaque chef d'entreprise reste responsable de l'application des mesures de prévention nécessaires à la protection de son personnel.

- Obligation d'information préalable à l'inspection des sites :

Le titulaire doit transmettre par écrit à l'acheteur au plus tôt et avant toute intervention sur les sites de cette dernière :

- La date d'intervention sur le site ;
- La durée prévisible de la ou des interventions ;
- Le nombre prévisible de salariés devant intervenir ;
- Les noms et qualifications de la personne chargée de diriger l'intervention ;
- Les noms et références des sous-traitants et l'identification des prestations sous-traitées.

Il informera par ailleurs l'acheteur de l'intervention de tout nouveau salarié en cours d'exécution des prestations.

- Inspection conjointe préalable des lieux d'intervention :

Une inspection commune des lieux de travail, des installations et des matériels éventuellement mis à la disposition du prestataire est effectuée préalablement à l'exécution de l'opération conformément aux dispositions de l'article R.4512-2 à 5 du Code du travail.

Au cours de cette inspection, l'acheteur ou son représentant communique au titulaire ou à son représentant habilité conformément aux dispositions de l'article R.4511-9 du Code du travail les consignes de sécurité applicables à l'opération qui concerneront ses salariés à l'occasion de leur travail ou déplacements.

Ils se communiquent par ailleurs toutes les informations nécessaires à la prévention des risques liés à l'interférence entre les activités, les installations et matériels des différentes entreprises présentes sur un même lieu d'intervention.

- Analyse préalable des risques :

À l'issue de cette inspection et au vu des informations et éléments recueillis, l'acheteur ou son représentant et le titulaire ou son représentant procèdent en commun à une analyse des risques pouvant résulter de l'intervention sur les sites de l'acheteur.

•Plan de prévention :

Un plan de prévention est établi par écrit et arrêté conjointement par l'acheteur et le titulaire avant tout commencement d'exécution des prestations si, conformément aux dispositions des articles R.4512-6 à 11 du Code du travail :

- soit des risques existent ;
- soit l'opération à effectuer par la ou les entreprises extérieures, ainsi que les entreprises sous-traitantes représentent un nombre d'heures prévisibles au moins égal à 400 heures sur 12 mois, que les interventions soient continues ou discontinues.

Ces dispositions seront applicables si, en cours d'exécution des prestations, il apparaît que le nombre d'heures de travail doit atteindre 400 heures ou si des risques sont nouvellement apparus.

•Obligations du titulaire ou de son représentant :

Le titulaire ou son représentant doit, avant tout commencement d'exécution des prestations et sur les lieux même de leur intervention, faire connaître à l'ensemble des salariés et sous-traitants affectés à la réalisation de la prestation les consignes de sécurité applicables qui lui ont été communiquées par l'acheteur.

Le titulaire informe par ailleurs de ces consignes tout nouveau salarié ou sous-traitant intervenant sur les sites de l'acheteur en cours d'exécution de la prestation.

•Inspections et réunions périodiques :

Si un plan de prévention a été arrêté conformément aux dispositions de l'article R. 4512-7 du Code du travail, l'acheteur ou son représentant à son initiative ou à la demande des chefs d'entreprises extérieures, organise s'il l'estime nécessaire des inspections et réunions périodiques afin d'assurer la coordination des mesures de prévention.

Les chefs d'entreprises convoqués ou leurs représentants sont tenus d'assister aux inspections ou réunions auxquelles ils ont été convoqués.

Les mesures prises à l'occasion de cette coordination font l'objet d'une mise à jour du plan de prévention.

Lorsque les prestations sont exécutées dans les locaux de l'acheteur, les interventions s'effectueront à l'intérieur de la plage horaire définie ci-après et appelée « période d'intervention » :

Les plages horaires d'interventions figurent au CCTP.

8.4 Modification du marché

Le marché peut être modifié par la conclusion d'actes modificatifs dans les cas décrits aux articles R. 2194-1 à R. 2194-9 du Code de la commande publique.

8.5 Prestations supplémentaires ou modificatives

Dans les conditions prévues à l'article 23 du CCAG FCS, l'acheteur peut prescrire au titulaire, par ordre de service, pendant l'exécution du marché, des prestations supplémentaires ou modificatives après consultation de ce dernier ou accepter les modifications qu'il propose.

Le titulaire ne doit apporter aucune modification aux spécifications techniques sans autorisation préalable de l'acheteur.

Comme le présent marché ne prévoit pas de prix pour les prestations supplémentaires ou modificatives demandées par l'acheteur au titulaire, l'ordre de service prescrivant ces prestations fixera provisoirement les prix nouveaux retenus pour le règlement des prestations supplémentaires ou modificatives conformément aux dispositions de l'article 23 du CCAG

FCS.

9. Personnels

En application de l'article L 1224-1 du code du travail, relatif à la reprise des salariés en cas de modification dans la situation juridique de l'employeur, le nouveau titulaire prendra en compte, le cas échéant, la reprise du personnel.

Il n'est pas de la compétence de la SA ARRG d'arbitrer les divergences pouvant survenir dans le cadre de cette éventuelle reprise.

Tout litige sur ce point devra être réglé devant la DDTEFP Inspection du Travail.

Pour Informations (source OSR) relative aux marchés de prestation d'accueil sur le site de l'ARRG :

•Lot n° 1 : Prestation d'accueil

- masse salariale pour la période 01/01/2023 au 31/12/2023 : 454 973.05 €
- charges patronales : 92 002.36 €
- nombre de salariés : 28
- Contrat à durée indéterminée : 15
- Contrat à durée déterminée : 13

•Lot n° 2 : Prestations d'assistance des personnes handicapées et des personnes à mobilité réduite (PHMR)

- masse salariale pour la période 01/01/2023 au 31/12/2023 : 774 765.64 €
- Charges patronales : 198 614.52 €
- nombre de salariés : 30
- Contrat à durée indéterminée : 29
- Contrat à durée déterminée : 1

10. Constatation de l'exécution des prestations

10.1 Vérification Qualitative

Les opérations de vérification qualitative ont pour objet de contrôler la prestation à deux moments distincts.

1° - En cours d'exécution :

Tout manquement d'un employé peut entraîner sa demande de remplacement dans un délai maximal d'une heure.

En cas d'impossibilité, il pourra être procédé à l'annulation de la totalité de la commande et la S.A. ARRG passera une commande urgente à un autre prestataire, le titulaire supportant la différence de coût.

Par ailleurs, l'entreprise s'engage à réaliser elle-même des contrôles réguliers de la présence de ses agents et la comptabilité de leur tâche avec celle découlant du marché.

Cette vérification sera consignée dans un second document qui devra lui aussi être transmis en accompagnement du document de pointage.

De même, la SA ARRG se réserve le droit d'effectuer tout contrôle, à tout moment, afin de s'assurer de la présence effective des agents de surveillance, sans information préalable du prestataire.

2° - Au terme des travaux :

Elle est établie à partir d'une fiche « d'anomalie » remis par le titulaire sur laquelle sera constatée les problèmes rencontrés ainsi que les solutions apportées.

Un rapport d'activité est adressé chaque jour par mail à la SA ARRG avant 12h00.

Ce rapport répertorie les éléments suivants :

Heures de prise et de fin de service des agents affectés à la prestation.

Heures de badgeage

Rapport d'intervention en cas de constat d'anomalie et action immédiate.

Le format d'envoi de ce rapport doit permettre l'extraction et le traitement statistique des données.

10.2 Vérifications quantitatives

Les opérations de vérification quantitative ont pour objet de contrôler le nombre réel d'interventions effectuées. Elle est établie à l'aide de la fiche de pointage, et du registre des incidents remis par le titulaire hebdomadairement.

La fiche de pointage devra comporter obligatoirement les informations suivantes :

Le jour de l'exécution de la prestation

Les horaires de chaque agent

Elle devra être visée par le référent et le titulaire.

10.3

10.4 Admission, ajournement, réfaction et rejet

L'admission (et l'éventuel ajournement, réfaction et rejet) sera prononcée par l'acheteur conformément aux dispositions de l'article 30 du CCAG FCS.

11. Continuité de service

11.1 Cas de grève

En cas de grève propre au Titulaire, celui-ci devra prendre toutes les mesures adéquates pour assurer la continuité régulière de ses prestations (Plan de continuité à fournir au gestionnaire). Dans le cas contraire, le gestionnaire se réserve le droit de faire effectuer, aux frais du Titulaire, les prestations par une société de son choix. Les prestations non réalisées par le Titulaire ne seront pas payées.

Application de la loi DIARD.

11.2 Alerte cyclonique

Par temps de cyclone et de passage en alerte rouge cyclonique, les agents de la société des deux lots devront rester dans le hall public et dans les bâtiments de l'aérogare de fret, à leur poste mais les rondes extérieures seront alors supprimées jusqu'au déclenchement de la

phase de sauvegarde cyclonique.

12. Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles

Lorsque la poursuite de l'exécution du marché est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que les parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édition par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, une suspension de tout ou partie des prestations sera prononcée par l'acheteur. Lorsque la suspension sera demandée par le titulaire, l'acheteur se prononcera sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

Les dispositions de l'article 24 du CCAG FCS seront applicables.

13. Propriété intellectuelle / Utilisation des résultats

13.1 Régime des connaissances antérieures et connaissances antérieures standards

Les dispositions des articles 35 et 36 du CCAG FCS seront applicable au marché.

13.2 Régime des résultats

En vertu de l'article 37 du CCAG FCS :

- Dans le cadre du marché, le titulaire accorde à l'acheteur, les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation découlant de l'objet des prestations du marché.
- Pour permettre à l'acheteur d'exercer les droits qui lui sont accordés, le titulaire livre spontanément et au fur et à mesure de l'exécution des prestations, l'ensemble des éléments nécessaires à cet exercice, ainsi que leurs mises à jour ou évolutions au cours du marché.
- Le titulaire du marché ne peut opposer ses droits ou titres de propriété intellectuelle ou ses droits de toute autre nature à l'utilisation des résultats et des connaissances antérieures, lorsque celle-ci est conforme aux besoins d'utilisation applicables au marché.

14. Pénalités et primes

14.1 Pénalités de retard dans l'exécution des prestations

Des pénalités seront appliquées en cas de retard dans l'exécution des prestations conformément aux stipulations de l'article 14.1.1 du CCAG FCS.

Conformément à l'article 14.1.2 du CCAG FCS, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10% du montant total HT du marché, la tranche considérée ou du bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités de retard dont le montant total ne dépasse pas 1000 € HT pour l'ensemble du marché.

14.2 Pénalités pour retard dans la remise des documents

Par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS, en cas de retard dans la remise des documents à fournir après exécution par le prestataire, tels que définis au CCTP, une pénalité provisoire d'un montant forfaitaire de 150 € sera opérée.

Les pénalités sont appliquées lors du solde ou du règlement partiel définitif sans mise en demeure préalable et sont restituées après remise complète des documents.

Au-delà de 2 mois suivant l'admission, après mise en demeure préalable, si les documents ne sont pas fournis, cette pénalité provisoire deviendra définitive.

14.3 Pénalités pour indisponibilité

Par dérogation à l'article 14.2 du CCAG Fournitures courantes et Services, des pénalités pour indisponibilités seront appliquées dans les conditions suivantes :

En cas de retard dans la transmission du rapport hebdomadaire de ses interventions sur site, le titulaire s'expose à une pénalité calculée par application de la formule suivante :

$P = (V \times R) / 30$ dans laquelle :

P : le montant de la pénalité

V : la valeur de la rémunération mensuelle au titre des prestations

R : le nombre de jour de retard

14.4 Autres pénalités

En complément de l'article 14 du CCAG FCS, les pénalités suivantes seront applicables :

En cas de retard dans la transmission du rapport hebdomadaire de ses interventions sur site, le titulaire s'expose à une pénalité calculée par application de la formule suivante :

$P = (V \times R) / 30$ dans laquelle :

P : le montant de la pénalité

V : la valeur de la rémunération mensuelle au titre des prestations

R : le nombre de jour de retard

15. Garanties

Il sera fait application de l'article 33 du CCAG FCS.

16. Assurances

16.1 Responsabilités

Les intervenants demeurent sous la responsabilité du titulaire (législation du travail, sécurité du travail, congés payés, déplacements). Le titulaire et ses éventuels sous-traitants devront accomplir les prestations précisées dans le marché dans le respect de ses obligations telles que définies dans les présents documents et en assumer les responsabilités. Ainsi, le prestataire et ses éventuels sous-traitants demeurent responsables de tous dommages, incident, sinistre de toute nature, matériel, corporel ou immatériel consécutifs ou non causés par eux-mêmes, leur personnel ou toute autre personne dont ils sont civilement responsables, à l'occasion ou au cours de l'exécution de marché public, quelles qu'en soient les victimes. Dans le présent marché, le Prestataire restera seul responsable de ses éventuels sous-traitants ou autres intervenants auprès de l'Aéroport de la Réunion Roland Garros.

En outre, le prestataire, son personnel, ses éventuels sous-traitants, et ses Assureurs renoncent à tout recours contre la SA ARRG, ses Membres, Dirigeants, agents et Assureurs, l'Etat et ses agents, dans le cadre de son activité, objet des présentes, sauf faute lourde et/ou intentionnelle de la SA ARRG et ses préposés.

Dommages survenus à l'occasion de l'utilisation des matériels appartenant à l'Aéroport

de la Réunion Roland Garros

Tous matériels, dont la garde est confiée au Titulaire par la mise à disposition desdits matériels par la SA ARRG au Titulaire, resteront la propriété de la SA ARRG pendant toute la durée du Marché. Tous Dommages subis par ces matériels à l'occasion de l'exécution du Marché, seront de la seule responsabilité du Titulaire. La responsabilité de la SA ARRG ne pourra être recherchée en cas d'accident survenant à l'occasion de l'utilisation par le personnel du Titulaire de matériels mis à sa disposition par la SA ARRG. Le Titulaire ne confiera l'utilisation de ces matériels qu'à des personnes ayant été formées à cet effet et disposant de permis et/ ou toute autre habilitation nécessaire(s). Il appartient au Titulaire de s'assurer du bon état de conservation et de fonctionnement du matériel au moment de sa mise à disposition par la SA ARRG.

16.2 Assurances

En conséquence des obligations et responsabilités qui découlent du présent marché, le Titulaire et ses éventuels sous-traitants souscriront les assurances nécessaires à l'accomplissement de leurs prestations garantissant les fournitures et prestations attendues dans le cadre de cette mission. En aucune manière, les contrats d'assurance souscrits ne sauraient être interprétés comme une clause d'exonération ou de limitation de responsabilité du titulaire vis-à-vis de la SA ARRG. Le Titulaire et ses sous-traitants devront ainsi souscrire auprès d'une société notoirement solvable, les assurances garantissant toutes responsabilités RC civile et professionnelle nécessaires correspondant à leurs activités et qu'ils peuvent encourir de leur propre fait, de celui de leur personnel, des sous-traitants éventuels ou de toute autre personne intervenant à quelque titre que ce soit. Le prestataire veillera à ce que ses éventuels sous-traitants souscrivent les assurances garantissant leurs prestations respectives, objet du marché. Avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché.

Attestations :

Conformément à l'article 9 CCAG-FCS, le titulaire, les cotraitants, et les sous-traitants (par dérogation à l'article 9 du CCAG-FCS) doivent dans un délai de quinze jours à compter de la notification et avant tout commencement d'exécution ainsi qu'à chaque date d'effet des garanties, justifier qu'ils sont titulaires d'une assurance, dont ils ont acquitté la prime, garantissant les tiers en cas d'accidents ou tous dommages causés par l'exécution des prestations.

Le titulaire s'engage à :

- faire immédiatement part de tous changements, modifications, résiliations qui interviendraient sur son contrat d'assurance ;
- s'acquitter régulièrement des primes afférentes et à informer la SA ARRG de tout retard, et par là même à maintenir le contrat d'assurance en cours.

Faute de respecter ces règles, le présent contrat pourra être résilié de plein droit aux torts exclusifs du titulaire. Aucun règlement ne sera effectué sans présentation d'attestations conformes.

17. Différends – Règlement amiable RFAR

Conformément à l'article 46.1 du CCAG FCS, il sera privilégié le recours à la médiation pour traiter des litiges.

A cette fin, le pouvoir adjudicateur a installé une fonction de « médiateur interne » qui pourra être sollicité à l'adresse : mediateur@reunion.aeroport.fr.

Le médiateur intervient en cas de conflit. En toute indépendance et neutralité, il favorise le dialogue et aide à trouver les bons décideurs au sein de l'entreprise. Il facilite le règlement amiable des litiges.

18. Dispositions en cas d'intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euro, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les éléments prévus aux articles R.2193-1 et R. 2193-3 du Code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Mes demandes de paiement seront libellées dans la monnaie de compte du marché et soumises aux modalités de l'article « Prix » du CCAP ou CCP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français".

19. Résiliation du marché

Les dispositions des articles 38 à 45 du CCAG FCS sont applicables au présent le marché auxquelles s'ajoutent les dispositions ci-dessous.

19.1 Résiliation pour faute

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application de l'article 41 du CCAG FCS.

L'acheteur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire dans les conditions définies à l'article 45 du CCAG FCS. La décision de résiliation le mentionnera expressément.

Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.

19.2 Résiliation pour motif d'intérêt général

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, l'indemnité de résiliation est fixée à 5 % du montant initial hors TVA du marché, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises.

20. Procédures de recours

En application de l'ordonnance n°2009-515 du 7 mai 2009 relative aux procédures de recours applicables aux contrats de la commande publique, les recours suivants peuvent être introduits auprès du tribunal judiciaire de Saint-Denis de la Réunion :

Pour l'exercice d'un référé précontractuel dans un délai de 11 jours à compter de la réception par télécopie ou par mail de la lettre de rejet. Ce recours est réservé aux candidats qui sont susceptible d'être lésés par le manquement qu'elle invoque.

Pour l'exercice d'un référé contractuel, une fois le contrat signé, dans un délai d'un 1 mois à compter de la publication d'un avis d'attribution ou dans un délai de 6 mois à compter du lendemain de la conclusion du contrat dans les autres cas.

Ce recours n'est pas ouvert au demandeur ayant fait usage du référé précontractuel lorsque l'Entité Adjudicatrice a respecté le délai de suspension de 11 jours et s'est conformé à la décision juridictionnelle rendue sur ce recours.

21. Dérogations aux documents généraux

Il est dérogé :

- À l'article 4.1 du CCAG FCS par l'article *Pièces constitutives*
- À l'article 14 du CCAG FCS par l'article *Pénalités pour retard dans la remise de documents*
- À l'article 14.1.3 du CCAG FCS par l'article *Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations*
- À l'article 14.2 du CCAG FCS par l'article *Pénalités pour indisponibilité*
- À l'article 30 du CCAG FCS par l'article *Admission, ajournement, réfaction et rejet*